

ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

SOMMAIRE

Fait marquant

- Le CCC appelle à une relance verte sans précédent et regrette les faibles progrès du RU dans la lutte contre le changement climatique

Climat & énergie

- L'Assemblée citoyenne britannique sur le climat rend son rapport intermédiaire
- Création d'un nouveau centre d'expertise sur l'éolien flottant
- Kwasi Kwarteng met fin au débat sur la fracturation hydraulique
- La quantité d'extraction rentable de pétrole a diminué de 20% en Mer du Nord
- Centrica lance une marque digitale dans le secteur du gaz pour être plus compétitif

Environnement & Régions

- La fusion du DFID et du FCO inquiète les ONG
- Une amélioration nuancée de la qualité de l'air à Londres durant le confinement
- Une majorité de villes britanniques craint la banqueroute

Industrie

- 1 emploi sur 6 pourrait être supprimé au sein de l'industrie automobile britannique
- La SMMT rappelle que « le danger le plus important pour l'industrie automobile est la perspective d'un Brexit dur »
- Tata négocierait une aide financière du gouvernement britannique

Transport

- L'épilogue de la quarantaine britannique pourrait être connu avant le 29 juin
- Une manifestation anti-HS2 a été organisée par Extinction Rebellion
- Le secrétaire d'Etat chargé d'HS2 s'adresse au Parlement
- La circulation sur les routes britanniques en augmentation

FAIT MARQUANT

Le CCC appelle à une relance verte sans précédent et regrette les faibles progrès du RU obtenus dans la lutte contre le changement climatique

Le *Committee on Climate Change* (CCC), instance indépendante chargée de conseiller le Gouvernement sur sa politique de lutte contre le changement climatique a publié hier son rapport d'étape annuel sur la décarbonation de l'économie britannique dans lequel il appelle le Gouvernement à une relance verte forte et sans délais. Les sages du CCC détaillent dans ce rapport les actions urgentes que doit prendre le Gouvernement afin de placer le RU sur une trajectoire de neutralité carbone d'ici 2050 et limiter les effets de la pandémie de Covid-19 grâce au lancement immédiat de projets « verts » déjà prêts (*shovel projects*) créateurs de dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs durables. Le CCC appelle notamment à une action forte dans la rénovation des logements et bâtiments, la plantation d'arbres, la préservation des zones humides, la formation des travailleurs et la mise en place d'infrastructures de transport bas carbone et résilientes. S'agissant des transports, le CCC souhaite voir une augmentation de la fiscalité sur les carburants fossiles, l'avancement à 2032 et non 2035 de la date d'interdiction de véhicules thermiques neufs, le développement des mobilités douces et la mise en place de conditionnalités environnementales et climatiques strictes en contrepartie de tout soutien financier du Gouvernement. Les nouvelles méthodes de travail (télétravail) conséquence de l'épidémie doivent être encouragées grâce au déploiement massif du haut débit et de la 5G.

Malgré le volontarisme affiché du Gouvernement pour une relance verte, soutenu par une grande partie du monde économique et de la société civile, le CCC déplore le manque de progrès obtenu depuis l'arrivée de Boris Johnson au pouvoir en juillet 2019 dans le domaine du climat. S'il salue plusieurs mesures telles que le chiffrage financier de l'atteinte de la neutralité carbone par le Trésor britannique, la mise en place à venir d'un nouveau marché carbone britannique, la création d'un conseil interministériel sur le climat et de nouvelles réflexions portant sur une stratégie nationale en matière d'infrastructures, le CCC constate que depuis son rapport d'étape annuel de 2019, seuls 2 indicateurs ont été remplis, et 15 partiellement remplis sur les 31 édictés. Les nouvelles annonces budgétaires du Chancelier pour faire face à la crise économique et permettre le lancement d'une « révolution industrielle verte », attendues début juillet, pourraient toutefois être insuffisantes face au changement d'échelle qu'appelle le CCC.

CLIMAT & ENERGIE

L'Assemblée citoyenne britannique sur le climat rend son rapport intermédiaire – Mandatée par six commissions parlementaires de la Chambre des Communes en juillet 2019, la *citizen's Climate Assembly UK* avait pour mission de réfléchir aux moyens d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et de faire un certain nombre de propositions au Parlement qui seront par la suite transmises au Gouvernement. L'Assemblée citoyenne, composée de 108 membres du public tirés au sort et représentatifs des différents milieux sociaux, a achevé la dernière session de ses travaux en ligne en raison de la pandémie. 93% des participants reconnaissent le caractère essentiel de la stratégie de neutralité carbone tandis que 79% estiment que les mesures de soutien du gouvernement doivent participer à une réduction des émissions de carbone et encourager le cyclisme et la marche en veillant à la sécurité des

infrastructures. Les membres de l'Assemblée souhaitent également que le Gouvernement lie tout soutien public aux industries polluantes (pétrole, gaz et aviation) à des conditionnalités vertes et s'engage vers la voie d'une diminution du volume de voyage d'affaires en développant le télétravail. La mise en place d'un plan d'investissement dans les infrastructures est au cœur des conclusions du rapport, notamment sur l'isolation thermique des bâtiments, l'éolien maritime, les véhicules électriques et l'internet haut débit. Ses conclusions sont largement partagées dans les dernières recommandations du Comité sur le Changement Climatique. Un rapport complet sera publié en septembre prochain. Ce rapport préliminaire vise toutefois à peser sur l'action du gouvernement tandis qu'il envisage de prendre des premières mesures en juillet pour faire repartir l'économie à la suite de la pandémie.

Création d'un nouveau centre d'expertise sur l'éolien flottant – *The Offshore Renewable Energy (ORE) Catapult's national Floating Offshore Wind Centre of Excellence*, regroupera les principaux acteurs du secteur (EDF Renewables, EDP Renewables, Equinor, ESB, Mainstream Renewable Power, ScottishPower Renewables, SSE Renewables et Offshore Wind Power ainsi que Total et Shell). Ils concentreront leurs travaux sur quatre priorités afin de réduire les coûts : le développement technologique, la chaîne d'approvisionnement et les opérations, le volet commercial et la neutralité carbone. ORE travaillera en étroite collaboration avec les gouvernements gallois et écossais, les autorités régionales anglaises et les établissements universitaires britanniques. Le centre coordonnera ses travaux avec d'autres clusters partenaires (Celtic Sea Cluster, Opportunity North-East, Oil and Gas Technology Center, Deepwind Offshore Wind Cluster, etc..). Le développement de l'éolien flottant apparaît crucial pour atteindre 40 GW d'électricité à partir de l'éolien maritime d'ici 2030. Il pourrait créer à terme 17 000 emplois et générer 33,6Md £ d'ici 2050.

Kwasi Kwarteng met fin au débat sur la fracturation hydraulique – Le secrétaire d'état à l'énergie a annoncé la fin des essais industriels pour le gaz de schiste au RU abandonnant de fait une possible relance de la production après l'instauration d'un moratoire à l'été 2019. Bénéficiant d'un très faible soutien dans l'opinion, les essais industriels avaient entraîné plusieurs tremblements de terre d'intensité moyenne en 2019 et conduit le Gouvernement britannique à adopter un moratoire malgré le soutien de longue date de Boris Johnson à la fracturation hydraulique. L'association Frack Free Lancashire a exprimé un profond soulagement à l'annonce de la nouvelle.

La quantité d'extraction rentable de pétrole a diminué de 20% en Mer du Nord – Selon le cabinet spécialisé dans l'énergie Rystad Energy, il y aurait dorénavant 12 millions de barils dont l'extraction serait rentable contre 15 millions avant la crise de covid-19, cette dernière ayant eu un fort impact sur la demande énergétique et in fine sur les prix des hydrocarbures. La baisse du nombre de projets devrait accélérer la fermeture de certaines plateformes et celle de la transition des entreprises extractrices vers les énergies durables. La fédération regroupant les industriels pour le gaz et le pétrole (OGUK) vient par ailleurs de rendre publique la stratégie de neutralité carbone pour la filière. *Rystad Energy* prédit que les investissements dans les actifs britanniques en Mer du Nord vont chuter d'environ 30% cette année (5,6Md\$ en 2020 contre 7,8Md\$ en 2019). La semaine dernière, BP a annoncé qu'il réduirait ses dépenses d'exploration entre 8 et 10Md\$.

Centrica lance une marque digitale dans le secteur du gaz pour être plus compétitif – Centrica va lancer au côté de sa filiale British gas, fournisseur historique du pays avec près de 7 millions de clients, un nouveau service via une plateforme en ligne totalement

dématérialisée au nom de British Gas X. L'objectif de Centrica est de faire face à une concurrence très forte puisque 60 fournisseurs opèrent aujourd'hui au RU selon le régulateur Ofgem. Centrica souhaite compenser la perte par British Gas de 290 000 clients en 2019. La baisse tendancielle du prix du gaz et le plafonnement des prix depuis janvier 2019 ont fortement affecté les revenus du groupe (849M£ de perte). Centrica devrait donner davantage de détails sur le lancement de cette plateforme en juillet.

ENVIRONNEMENT & REGIONS

Une amélioration nuancée de la qualité de l'air à Londres durant le confinement - Les données Google de mai ont révélé que le trafic routier avait chuté de 77,6% à Londres associée à une baisse moyenne de 9 à 17% du dioxyde d'azote allant jusqu'à 20 à 24% dans le centre selon l'organisation *Breathe London*. En juin, la *British Lung Foundation* a rapporté que 16% des personnes atteintes de maladies pulmonaires interrogées auraient remarqué une amélioration de leurs symptômes. La situation serait toutefois plus complexe selon le *King's College*. Le niveau de particules PM10 et PM 2,5 - les plus dangereuses pour la santé - ont augmenté avec les vents d'est transportant une pollution issue d'Europe continentale. La météo favorable en mai a également entraîné une augmentation de l'utilisation des barbecues et feux de plein air, responsables de la libération de PM 2,5. De même, les émissions issues de l'agriculture au printemps n'auraient pas diminué. Une enquête menée par YouGov, l'institut de sondage du Gouvernement, pour le compte de The *Clean Air Fund* a révélé que 84% des londoniens souhaitaient que la qualité de l'air s'améliore. Une autre enquête Opinium réalisée auprès de 2 000 personnes révèle que 72% des individus à Londres déclarent avoir remarqué une amélioration de leur qualité de vie et 40% considèrent dorénavant la pollution de l'air comme une préoccupation majeure.

La fusion du DFID et du FCO inquiète les ONG – Près de 200 organisations humanitaires, ONG et think tanks ont appelé Boris Johnson à reconsidérer la fusion du ministère du développement international (DFID) et du ministère des Affaires étrangères (FCO). Annoncée le 16 juin, cette dernière serait jugée « non-nécessaire » et « coûteuse » alors que de son côté le Gouvernement avance des gains d'efficacité et de meilleure gestion ainsi qu'un meilleur alignement entre les objectifs diplomatiques et l'aide au développement au service du climat. Les associations écologistes sont inquiètes du fait que les programmes d'aides puissent être utilisés comme leviers dans les négociations internationales et que cela se fasse au détriment de certains projets internationaux sur la croissance verte ou des projets d'adaptation ou d'atténuation. Ces mêmes associations redoutent que l'aide soit davantage ciblée vers les pays ou le RU a un intérêt stratégique et non vers les pays ou cette aide pourrait avoir le maximum d'impact notamment dans le domaine climatique.

Une majorité de villes britanniques craint la banqueroute – De nombreuses villes au RU se trouvent en grande difficulté financière en raison de l'épidémie de covid-19. Les villes ont vu leurs revenus diminuer en raison du quasi arrêt du tourisme, des rentrées fiscales en baisse (*business rate* et *council tax*) tout en augmentant certaines dépenses sociales en direction des familles notamment. Une étude de la BBC montre que sur 173 villes interrogées, 148 pourraient se trouver en manque de liquidités. Le besoin de financement total serait estimé à 3,2Md£. 5 villes (Leeds, Wiltshire, Trafford, Tameside and Barnet) ont indiqué que sans soutien supplémentaire du Gouvernement, elles se trouveraient rapidement en situation de banqueroute. Le Gouvernement a indiqué qu'il travaillait à un plan visant à garantir la soutenabilité des villes.

INDUSTRIE

1 emploi sur 6 pourrait être supprimé au sein de l'industrie automobile britannique –

Après 6000 licenciements en juin, la fédération professionnelle de l'industrie automobile britannique, la SMMT, appelle à un plan de relance spécifique pour le secteur. Selon la SMMT, 1 emploi sur 6, soit 24 000 emplois, serait en péril en raison de la faible demande des consommateurs et des difficultés de trésorerie des entreprises. A l'heure actuelle, un tiers de la main d'œuvre de l'industrie automobile demeure en chômage partiel. Le COVID-19 devrait réduire d'un tiers les volumes annuels de production de véhicules légers, pour atteindre 920 000 unités en 2020.

La SMMT rappelle que « le danger le plus important pour l'industrie automobile est la perspective d'un Brexit dur » –

Estimant que la réponse au Covid-19 a « consommé toutes les ressources » des industriels, la SMMT lance un avertissement en indiquant que le secteur automobile n'est pas en capacité de se préparer à un nouveau choc économique généré par l'instauration de droits de douane et quotas. Elle a déclaré qu'un accord de libre-échange entre l'UE et le RU est « fondamental pour la survie de l'industrie automobile » et permettra une reprise complète de l'activité en 5 ans, c'est-à-dire une production atteignant les niveaux d'avant crise (1,35M d'unités) en 2025. A l'inverse, un échec des négociations pourrait faire tomber les volumes en dessous de 850 000 unités d'ici 2025 et signifierait une réduction de 40Md£ des recettes – en plus des 33,5Md£ de pertes liées au Covid-19.

Tata négocierait une aide financière du gouvernement britannique –

Tata Steel, filiale britannique de l'indien Tata Steel, compte plusieurs sites industriels au RU dont le plus important est l'aciérie de Port Talbot au pays de Galles. Le groupe, déjà déficitaire de 157 M£ sur l'exercice achevé en mars 2019, souffre particulièrement de la crise du Covid et du ralentissement de l'économie britannique. Pour mémoire le secteur manufacturier et l'automobile représentent chacun 1/3 de ses ventes. Tata steel UK emploie environ 8.000 personnes pour un chiffre d'affaires de 2 Md£. Il serait cependant sur le point d'obtenir un prêt public de 500 M£ du Trésor britannique. Tata steel serait la première entreprise aidée au titre du « projet birch » destiné à venir en soutien aux entreprises stratégiques. Deux possibilités sont discutées au sein du gouvernement : soit prendre une participation au capital de l'entreprise, l'Etat deviendrait ainsi actionnaire pour la première fois depuis 30 ans ; soit accorder un prêt en s'assurant que l'Etat sera d'être prioritaire sur les autres créanciers.

TRANSPORT

L'épilogue de la quarantaine britannique pourrait être connu avant le 29 juin -

Le renouvellement ou non de la quarantaine prévu le 29 juin pourrait faire l'objet d'annonces du Gouvernement dès ce week-end afin de donner davantage de temps aux industriels et opérateurs pour se préparer à la reprise de l'activité. Selon les informations du Telegraph, le Gouvernement pourrait ainsi mettre en place des corridors de transport, exemptant les passagers de certains pays de quarantaine selon un calendrier en 3 phases. La première phase concernerait les pays dits à faible risque (France, Italie, Espagne, Grèce, Allemagne) dès le 4 juillet. Le Portugal en raison de la hausse des contaminations ne serait pas dans cette liste. La seconde phase pourrait être annoncée la semaine prochaine et concerner les pays tels que le Danemark, la Norvège, la Finlande et les Pays-Bas, certaines îles des Antilles

ainsi que l'île de la Réunion. Le Gouvernement entend mettre en place un corridor de transport longue distance avec l'Australie mais s'inquiète d'escales dans certains pays où l'épidémie reste très active. La 3^{ème} phase pourrait concerner des pays asiatiques (Vietnam, Singapour) ou province comme Hong-Kong mais il est peu probable que ces corridors puissent être mis en place avant l'été. Les vols ne devraient pas reprendre avec les Etats-Unis avant l'automne, voire mars 2021 avec la Nouvelle-Zélande qui craint une nouvelle vague épidémique cet hiver. Les critères associés à la mise en place des 3 phases seront précisés lundi 29 juin. Selon l'agence de voyage Travel Supermarket, les réservations auraient augmenté de 52% ces 2 dernières semaines. 7 des 10 principales destinations touristiques britanniques se trouvent en Espagne.

Une manifestation anti-HS2 a été organisée par Extinction Rebellion - Ces marches suivent un parcours de près de 200 km le long du tracé de la future deuxième ligne à grande vitesse du pays, en commençant par Birmingham pour finir une semaine plus tard à Londres. Le mouvement, qui se veut pacifiste, vise à protester contre les destructions de biodiversité entraînées par HS2 et convaincre le gouvernement britannique d'abandonner le projet.

Le secrétaire d'Etat chargé d'HS2 s'adresse au Parlement - Andrew Stephenson, secrétaire d'Etat en charge d'HS2, a adressé un courrier au président de la commission des transports de la chambre des Communes afin de répondre aux interrogations de la commission. A. Stephenson précise ainsi qu'un rapport d'information sur les avancées d'HS2 sera remis au Parlement tous les 6 mois, à partir d'octobre. Des administrateurs ne faisant pas partie de la direction d'HS2 seront également nommés au sein du conseil d'administration afin d'améliorer la surveillance de l'exécution du projet. Certains de ces administrateurs représenteront le gouvernement. Un groupe de travail élabore de nouveaux indicateurs de performance, dont les résultats seront présentés au Parlement deux fois par an. Le Ministre précise également que le gouvernement n'entend ni réduire la vitesse des trains empruntant HS2, ni leur fréquence. Enfin, il indique que des études sont actuellement réalisées afin de déterminer si Old Oak Common peut servir de terminus temporaire à HS2 en lieu et place de la gare de Euston, afin de ne pas retarder la mise en service d'HS2. Old Oak Common a l'inconvénient d'être plus excentrée que Euston et gommerait ainsi une partie du gain de temps qu'offre HS2 pour les voyageurs se rendant au centre de Londres.

La circulation sur les routes britanniques en augmentation – Alors que la circulation routière approchait 35% des niveaux habituels au début du confinement, elle a progressivement augmenté, pour atteindre 75% des niveaux pré-crise. Selon les estimations de l'Association Automobile (AA), la circulation pourrait revenir sur son sentier d'avant COVID-19 fin juillet.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transports), Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Hugo Cornuel (stagiaire), Christian Fatras (chef de pôle)